



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 38 (2021)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : Augmentation du plafond officiel de la dette publique de 60 à 70% du PIB
- ❖ Vietnam : révision à la baisse de la prévision de croissance 2021 de 6,7% à 3,8% par la BAsD
- ❖ Indonésie : maintien du taux directeur à 3,50% par la banque centrale

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

+3,1%

Prévision de croissance 2021 du PIB de l'Asie du Sud-Est revue à la baisse par la BAsD, qui tablait auparavant sur +4,4%

Région

Révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque asiatique de développement (BAsD) pour l'Asie du Sud-Est à 3,1% en 2021

Alors que les prévisions de croissance pour 2021 de la BAsD restent stables pour toute l'Asie en développement à 7,1% (contre 7,3% lors de la dernière estimation d'avril), celles concernant l'Asie du Sud-Est enregistrent une révision à la baisse marquée, ramenant les prévisions de 4,4% à 3,1% du fait de la lenteur des campagnes de vaccination et des restrictions sanitaires mises en place avec l'arrivée du variant Delta. Avec le taux de vaccination le plus élevé de la région, Singapour est le seul pays dont les perspectives de croissance

ont été revues à la hausse (+6,5% contre +6,0%), devant la Malaisie (+4,7% contre +6,0%), les Philippines (stable à +4,5%), le Vietnam (+3,8% contre +6,7%), l'Indonésie (+3,5% contre +4,5%) et la Thaïlande (+0,8% contre +3,0%). La Birmanie enregistre la correction la plus sévère, ramenée de -9,8% à -18,4%.

	2020	2021		2022	
		Prévisions avr. 2021	Prévisions sept. 2021	Prévisions avr. 2021	Prévisions sept. 2021
Asie en développement	-0,1%	7,3%	7,1%	5,3%	5,4%
Chine	2,3%	8,1%	8,1%	5,5%	5,5%
Inde	-7,3%	11,0%	10,0%	7,0%	7,5%
Asie du Sud-Est	-4,0%	4,4%	3,1%	5,1%	5,0%
Indonésie	-2,1%	4,5%	3,5%	5,0%	4,8%
Malaisie	-5,6%	6,0%	4,7%	5,7%	6,1%
Philippines	-9,6%	4,5%	4,5%	5,5%	5,5%
Singapour	-5,4%	6,0%	6,5%	4,1%	4,1%
Thaïlande	-6,1%	3,0%	0,8%	4,5%	3,9%
Vietnam	2,9%	6,7%	3,8%	7,0%	6,5%
Cambodge	-3,1%	4,0%	1,9%	5,5%	5,5%
Laos	-0,5%	4,0%	2,3%	4,5%	4,0%
Birmanie	3,3%	-9,8%	-18,4%	...	...
Brunei	1,2%	2,5%	1,8%	3,0%	3,5%
Timor-Leste	-8,5%	3,4%	2,2%	4,3%	4,0%

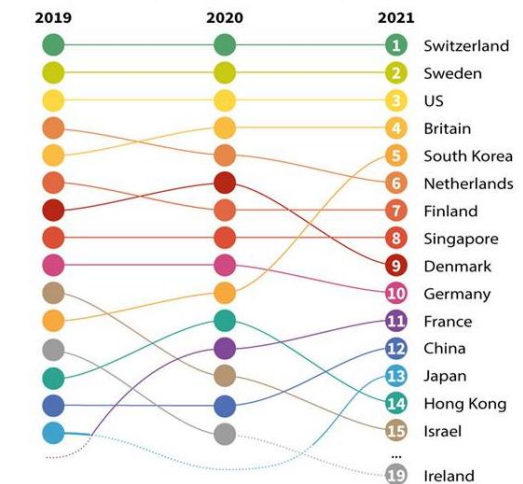
Source : BAsD (ADO, septembre 2021)

Singapour, Malaisie, Thaïlande et Vietnam sont les plus innovants de l'ASEAN

Singapour se classe à la 8^{ème} position mondiale et la 1^{ère} place en Asie du Sud-Est (2^{ème} en Asie derrière la Corée du Sud) de l'Indice mondial de l'innovation 2021. Cet indice est publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à partir de l'étude dans 132 pays de 80 indicateurs, qui couvrent notamment l'environnement politique, le droit, l'éducation, les infrastructures ou encore la propriété intellectuelle. La Malaisie se classe 36^{ème}, grâce principalement à ses exportations de produits high-tech ou de produits culturels et à la qualité de ses universités et de ses diplômés en sciences et ingénierie. La Thaïlande se classe 43^{ème}, également du fait du poids de ses exportations des produits high-tech ou de produits créatifs mais aussi grâce au financement de la R&D par les entreprises. Le Vietnam se classe 44^{ème}, distingué notamment par la croissance de la productivité au travail, le niveau de ses exportations de produits high-tech ou encore de produits créatifs. Le pays se classe 1^{er} du top 3 du groupe des économies à revenu intermédiaire (tranche inférieure) devant l'Inde et l'Ukraine. Les Philippines se classent 51^{ème}, Brunei 82^{ème}, l'Indonésie 87^{ème}, le Cambodge 109^{ème}, le Laos 117^{ème} et la Birmanie 127^{ème}.

Global innovation index

Changes in country rankings over last three years



GII Index includes data on venture capital investors and deals, strategic alliances, publication of scientific papers, labour productivity growth and high-tech exports

Source: World Intellectual Property Organization

AFP

Vers un relâchement des règles de discipline budgétaire dans la zone

Un article du Nikkei souligne que les leviers budgétaires sont de plus en plus utilisés par les pays d'Asie du Sud-Est dans le cadre de leur programme de relance, et ce malgré les risques de fragilisation de leurs monnaies. En Thaïlande, par exemple, le gouvernement a annoncé le 20 septembre relever le plafond de sa dette publique de 60 à 70%, une mesure qui pourrait être suivie par la Malaisie, où celui-ci augmenterait de 60 à 65%. En Indonésie, les autorités ont renforcé leur budget de soutien en juillet, de 49 à 52 Mds USD, aidé par une monétisation de la dette à hauteur de 31 Mds, remettant ainsi en question l'indépendance de la banque centrale. Les pays de la zone se trouvent donc face à un dilemme entre le besoin de soutien de leurs économies et la dégradation de la qualité de leur dette. Avant la crise, les institutions internationales pointaient déjà du doigt la faible part des recettes fiscales rapportées au PIB dans la région, une situation aggravée par la pandémie de COVID-19.

Indonésie

Maintien par Bank Indonesia du taux d'intérêt directeur à 3,50%

La banque centrale maintient son taux reverse repo à 7 jours à 3,50%. Les taux de facilité de dépôt et de prêt marginal sont maintenus à respectivement 2,75 et 4,25%. Sur les marchés, les taux interbancaires à un jour et le taux de rémunération mensuel des dépôts ont diminué de respectivement 55 et 205 points de base en glissement annuel, pour atteindre 2,82 et 3,34% en juillet 2021. Sur le marché du crédit, le taux d'intérêt de base de l'industrie bancaire diminue de 8,82 à 8,81% entre juin et juillet 2021. Selon Bank Indonesia, la diminution de la perception du risque lié à l'allègement des mesures de restrictions sur les déplacements contribue à l'abaissement des taux sur les nouveaux emprunts. L'augmentation de la mobilité des personnes a entraîné un accroissement de la demande en prêt des particuliers (+2,84% en août en glissement annuel) et pour les fonds de roulement (+1,27%). Dans ce contexte, la banque centrale maintient ses prévisions de croissance à 3,5-4,3% pour 2021 (inférieures de 0,2% à celle du gouvernement), et prévoit une croissance annuelle du crédit comprise entre 4 à 6%.

Accord définitif pour la fusion des filiales indonésiennes d'Ooredoo et CK Hutchison dans la téléphonie mobile

Ooredoo QPSC (Qatar) et CK Hutchison Holdings Limited (Hong Kong) ont officiellement annoncé la signature d'un accord de transaction définitif de 6 Md USD pour le projet de fusion de leurs filiales PT Indosat Tbk et PT Hutchison 3 Indonesia. CK Hutchison va acquérir 50% de Ooredoo Asia : 33,3% en échange de 21,8% de ses parts dans Indosat Ooredoo Hutchison et 16,7% par rachat d'actions pour 387 M USD. Les deux groupes détiendront 50% des parts d'Ooredoo Asia (renommée Ooredoo Hutchison Asia), qui détiendra elle-même 65,5% dans l'entité fusionnée, PT Indosat Ooredoo Hutchison Tbk (dont le gouvernement indonésien a 9,6% du capital). La société fusionnée deviendra le deuxième plus gros opérateur de téléphonie mobile dans l'archipel derrière l'entreprise publique Telkom Indonesia (qui a une part de marché de 59%), avec un chiffre d'affaires de près de 3 Md USD. Cet accord doit être encore validé par les actionnaires d'Ooredoo et CK Hutchison et devrait être finalisé en fin d'année.

Restructuration de la dette de l'entreprise publique Waskita Karya

Le géant de la construction indonésien (dont l'Etat détient 66% du capital), affecté par des retards dans les projets d'infrastructures, a conclu un accord avec 21 banques pour restructurer environ 2,1 Mds USD de sa dette, sur un total de 6,3 Mds USD. La période de crédit est prolongée de 5 ans.

Malaisie

Standard & Poor's inquiet pour la rentabilité des banques malaisiennes

Sans remettre en question leur solidité financière à long terme, mais du fait de l'impact de la crise sur leurs résultats immédiats, S&P vient de maintenir les notes des 5 plus grandes institutions bancaires malaisiennes mais avec une perspective négative. L'agence perçoit une détérioration du risque systémique du fait de la persistance de l'épidémie en Malaisie et de la prolongation des périodes de confinement. Elle estime également que les interventions du gouvernement auront un impact négatif sur les résultats en 2021 et 2022 : part très importante des plans de soutien largement dévolue à l'accroissement des prêts bancaires, répétition des moratoires de 6 mois pour les remboursements de l'ensemble des emprunts des TPE et PME (ce qui représente 75% des prêts commerciaux) et récente demande de renoncement aux intérêts du 4^{ème} trimestre sur les prêts contractés par les personnes appartenant à la tranche des 50% des revenus les plus faibles. S&P considère que le taux de créances douteuses pourrait atteindre 3 à 4%, alors qu'il s'élève traditionnellement à 1,5%. L'agence relève toutefois le niveau élevé des dépôts, la position très dominante des banques dans la banque de détail, une confiance du public qui demeure intacte et un niveau d'épargne important (30% du PIB).

Étude d'une taxe des « superbénéfices » réalisés pendant la pandémie face au creusement du déficit budgétaire

Au premier semestre 2021, les recettes de l'Etat se sont élevées à 106,4 Mds MYR (dont 80,2 Mds de recettes fiscales), soit 25,4 Mds USD, en progression de 4,6% en glissement annuel mais inférieures aux prévisions budgétaires. Dans le même temps, les dépenses ont atteint 164,2 Mds MYR (+5,7% en g.a.), soit 39,2 Mds USD, dont 71,5% de dépenses de fonctionnement, 17,3% de dépenses d'investissement et 11,2% au titre du Fonds spécial COVID. En conséquence, les prévisions de déficit budgétaires viennent d'être réévaluées entre 6,5 et 7% du PIB contre 5,4% précédemment. Soucieux de relever rapidement les recettes budgétaires, le gouvernement envisage l'instauration d'une taxe exceptionnelle visant les superbénéfices qui auraient pu être réalisés pendant la période de pandémie. Parallèlement, le ministère des Finances examine également la possibilité d'une taxe sur les plus-values en capital.

Augmentation du Fonds spécial COVID demandée par le ministère des Finances

Ce fonds, utilisé notamment pour couvrir les dépenses budgétaires des divers plans de soutien et permettant au gouvernement d'emprunter pour financer des dépenses courantes, a été utilisé à ce jour à hauteur de 92% de son plafond de 65 Mds MYR (15,5 Mds USD) ; ses engagements se montent par ailleurs déjà à près de 92 Mds MYR (22 Mds USD). Le ministère des Finances va donc solliciter l'accord du Parlement lors de l'actuelle session pour porter le plafond à 110 Mds.

Contribution des filiales étrangères à l'économie malaisienne en 2020

Le Département des statistiques (DOSM) a recensé 2 979 entreprises étrangères en Malaisie en 2020 (contre 2 990 en 2019), dont 57,1% dans le secteur des industries manufacturières et 34,4% dans le secteur des services. Avec 241 Mds MYR (contre 259,2 Mds en 2019) ou 57 Mds USD, ces entreprises ont contribué à 17% de la valeur-ajoutée malaisienne (dont 48% pour les entreprises manufacturières) ; elles employaient 859 541 personnes (7,5% de la main d'œuvre employée en Malaisie, montrant au passage une forte productivité), auxquelles elles ont versé 48,7 Mds MYR en salaires et contributions. Cette contribution des entreprises étrangères à l'économie malaisienne est toutefois minorée dans la mesure où le DOSM ne prend en compte que celles dont le capital est détenu à plus de 50% par des étrangers.

Singapour

Une inflation tirée à la hausse par les produits alimentaires et les loyers

L'inflation a diminué de 2,5 à 2,4% en août, en glissement annuel, tandis que l'inflation sous-jacente, excluant les prix du transport privé et du logement, a progressé de 1,0% à 1,1%, la plus forte hausse enregistrée depuis juin 2019 (+1,2%), mais en ligne avec la moyenne de long-terme (+1,5% entre 2010 et 2019). L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) explique la récente accélération de l'inflation par la hausse des prix des logements et des loyers (+1,7%), ainsi que la hausse des prix des produits alimentaires (+1,5%, dont +5% sur les fruits). Ces effets ont été partiellement compensés par une décélération des prix dans les transports privés (+10,8% contre +12,6% en juillet), notamment des services de transport. Pour mémoire, la MAS anticipe officiellement une inflation 2021 comprise entre 1 et 2% et une inflation sous-jacente comprise entre 0 et 1%.

Vers une extension de la « Vaccinated Travel Lane » à d'autres pays

Au 16 septembre 2021, 2 241 voyageurs en provenance d'Allemagne et 81 voyageurs en provenance de Brunei ont reçu leur autorisation d'entrée à Singapour en empruntant une « Vaccinated Travel Lane » ouverte depuis le 8 septembre. Dans le cadre de ce dispositif, les personnes vaccinées sont exemptées de quarantaine à leur arrivée et doivent réaliser jusqu'à quatre tests PCR sur une semaine. Les statistiques montrent qu'une seule personne sur 900 aurait été testée positif au virus à son arrivée dans la cité-Etat. Face à ces résultats prometteurs, le ministre des Transports a annoncé le 20 septembre réfléchir à une extension du dispositif à d'autres pays, ces derniers restant encore à déterminer.

Vietnam

Croissance estimée à 3,8% contre 6,7% précédemment par la BAsD

La Banque asiatique de développement (BAsD) a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour le Vietnam cette année à 3,8%, contre 6,7% estimés en avril, en raison des impacts de la crise sanitaire sur l'économie. La croissance devrait néanmoins rebondir de manière significative pour atteindre 6,5% en 2022, selon les déclarations du directeur de la Banque asiatique du développement au Vietnam, Andrew Jeffries, lors du lancement du rapport Perspectives de développement asiatique 2021.

Des exportations en hausse de 22% sur les 8 premiers mois 2021

Le revenu des exportations du Vietnam en 2021 devrait surpasser les 315 Mds USD record de 2020, selon le département des Douanes vietnamiennes. Sur les 8 premiers mois de l'année, la valeur des exportations a en effet atteint 213,5 Mds USD, en augmentation de 21,8% en glissement annuel. Dans l'hypothèse où la pandémie serait contenue dès le mois d'octobre, les exportations atteindraient 322 Mds USD d'ici la fin de l'année. Dans le cas où la pandémie ne serait endiguée qu'à la fin de l'année, la valeur des exportations s'élèverait « qu'à » 316 Mds USD.

Maintien de l'attractivité du Vietnam pour les investissements directs étrangers

Le Vietnam devrait attirer l'équivalent de 30 Mds USD d'IDE en 2021, soit une augmentation de 2% en glissement annuel, signe que l'attractivité du pays se maintient malgré les difficultés économiques posées par la COVID-19. Malgré les mesures de distanciation sociale visant à freiner la propagation du virus, les afflux d'IDE sur la période janvier-août 2021 n'ont connu qu'une légère baisse de 2,1% par rapport à la même période de l'année dernière, a déclaré Nguyen Van Toan, directeur-adjoint de la Vietnam's Association of Foreign Invested Enterprises.

Contrat de 2 Mds USD entre Bamboo Airways et General Electric

La compagnie aérienne Bamboo Airways a signé le 21 septembre un contrat d'une valeur de 2 Mds USD avec General Electric pour la fourniture de moteurs GEnx, destinés à équiper ses appareils Boeing 787-9 Dreamliner, qui feront la liaison entre le Vietnam et les Etats-Unis. L'accord a été signé aux Etats-Unis en présence du président de la République, Nguyen Xuan Phuc, qui participait à l'Assemblée générale de l'ONU. La livraison des moteurs est prévue pour 2022.

Poursuite des émissions obligataires des banques vietnamiennes

Les banques vietnamiennes ont poursuivi leurs émissions d'obligations en vue de respecter le ratio d'adéquation des fonds propres requis par la Banque d'Etat du Vietnam (SBV) : les banques ont émis des obligations pour une valeur de 10,85 billions de VND le mois dernier, soit près de 42% de la valeur totale des émissions. La BIDV, la VietinBank, la VIB, la Military Bank et la VietCapitalBank ont émis des montants significatifs afin d'augmenter leur capital de catégorie 2 (capital supplémentaire).

Collaboration entre T&T Group et l'américain UPC Renewable

Le conglomérat vietnamien T&T Group et le groupe américain UPC Renewable (Colorado) ont signé un protocole d'accord de 2,5 Mds USD pour collaborer dans le domaine des ENR. L'accord permettra aux deux entreprises d'investir dans des parcs solaires, éoliens terrestres et offshore d'une capacité totale de 1,5 gigawatt (GW) dans les provinces de Ninh Thuan, Dak Nong, Ben Tre et Bac Lieu.

Thaïlande

Augmentation du plafond officiel de la dette publique

Le comité pour la politique fiscale et monétaire vient de décider d'élever le plafond autorisé d'endettement public de 60 à 70% du PIB (soit une capacité d'emprunt additionnel de 2 Mds de baht) afin de pouvoir financer de nouvelles dépenses de soutien à l'activité économique. Pour rappel, la limite actuelle est d'ores et déjà quasi-atteinte du fait des deux emprunts approuvés par le gouvernement entre 2020 et 2021 pour contenir les effets économiques de la crise sanitaire (d'abord 1 000 Mds THB en 2020, soit 6% du PIB, suivis de 500 Mds THB en mai 2021). La dette publique est ainsi passée de 41 à 55,6% du PIB entre septembre 2019 et juillet 2021. Elle devrait atteindre 59% fin septembre et dépasser la barre des 60% en 2022. Dans ce contexte, et alors que des acteurs institutionnels de poids comme la banque centrale appellent à une nouvelle hausse massive des dépenses publiques (1 000 Mds THB

additionnels), le gouvernement a décidé de relever le plafond officiel de dette publique. Pour l'heure, la plupart des observateurs économiques s'accordent sur le faible risque que constitue cette hausse sur la soutenabilité de l'endettement public. Celui-ci reste en effet majoritairement composé d'emprunts en monnaie locale (1,7% du total, soit un ratio nettement inférieur à la limite officielle fixée à 10%) tandis que le service de la dette en pourcentage des recettes budgétaires se situe encore bien en-deçà du plafond officiel (8% pour une limite à 35%).

Création d'un fonds de capital-risque par la 3^{ème} banque commerciale du pays

La troisième banque commerciale du pays, Siam Commercial Bank, vient d'annoncer la création d'un fonds de capital-risque en association avec l'un des quatre plus importants conglomérats agro-industriel thaïlandais, Chaoren Pokphand. Les deux groupes approvisionneront le fond à hauteur de 100 M USD chacun, avec l'objectif de lever à terme entre 600 et 800 M USD auprès d'investisseurs étrangers. Replacée dans le contexte actuel de la crise sanitaire, cette alliance permettra de stimuler le financement encore amorphe de l'investissement privé, notamment des entreprises innovantes (souvent de très petite taille) qui ne se financent que très difficilement sur le marché bancaire traditionnel. Ces initiatives privées contribuent par là-même à la stratégie de montée en gamme industrielle fixée par le gouvernement (stratégie 4.0).

Philippines

Maintien des perspectives de croissance à 4,5% en 2021 par la BAsD

La Banque asiatique de développement (ADB) maintient ses projections de croissance du PIB philippin à 4,5% en 2021 et 5,5% en 2022. Ces prévisions sont conformes aux 4 à 5% anticipés du gouvernement. La projection du PIB en 2022 (5,5%) est en revanche en deçà de l'objectif de croissance fixé entre 7 et 9%. Le principal risque pesant sur ces prévisions est la propagation de variants de la COVID-19 plus contagieux, entraînant de facto la réimposition de quarantaines strictes et le blocage de la reprise.

Vers une taxe de 12% sur les transactions numériques

La Chambre des représentants a approuvé un projet de loi afin d'imposer une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 12% sur les transactions numériques. Cette dernière affecterait les géants mondiaux de la technologie tels que Facebook, Netflix ou encore Alphabet. La mesure imposerait cette TVA sur la vente numérique de services tels que les publicités en ligne, les services d'abonnement et la fourniture d'autres services via Internet tels que les applications mobiles, les marchés en ligne, les licences pour les logiciels et webémissions, entre autres. Cette loi ajouterait également une nouvelle section dans le National Internal Revenue Code de 1997 qui obligerait les fournisseurs de services numériques étrangers à percevoir et à remettre la TVA pour toutes transactions passant par leurs plateformes. La taxe proposée, si promulguée, pourrait générer 10,6 Mds PHP (211,7 M USD) de recettes publiques chaque année sur la base des premières estimations du ministère des Finances.

Un coût de la pandémie estimé à 814 Mds USD sur 40 ans

Selon l'Autorité nationale de l'économie et du développement (NEDA), le coût total de la pandémie de COVID-19 et de la mise en œuvre des quarantaines communautaires est estimé à 41 000 Mds PHP (814,2 Mds USD) au cours des quatre prochaines décennies. Ces pertes comprennent les pertes de salaire dues aux décès prématurés, la perte de productivité due à la COVID-19 et à diverses maladies ainsi que les frais médicaux. Les estimations de la NEDA prennent en compte la baisse de la consommation et des investissements au cours de la prochaine décennie en raison de la faible demande dans les secteurs où la distanciation sociale est obligatoire tels que les loisirs, le tourisme, la restauration et les transports publics.

Cambodge

Révision à la baisse des prévisions de croissance de la BAsD à 1,9% pour 2021

La BAsD a revu à la baisse sa prévision à 1,9% pour 2021 (contre +4% anticipés en avril). La prévision pour 2022 (+5,5%) reste inchangée. La production industrielle devrait augmenter de 5,3% cette année, soutenue par les secteurs de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage ainsi que l'électronique et les bicyclettes. Le secteur agricole devrait croître de 1,5% grâce à l'augmentation de la production agricole et aquacole et à la hausse des exportations agricoles hors riz usiné. Le secteur des services, très touché par l'épidémie, devrait reculer de 0,6% (les arrivées internationales ont en effet plongé de 91,3% en g.a. au S1). L'immobilier et la construction ont commencé à se redresser, les importations de matériaux de construction ayant augmenté de 23,5% en g.a. entre janvier et juin.

Initiative de la Banque mondiale pour développer l'écotourisme

La Banque mondiale a dévoilé un projet de 54 M USD pour promouvoir l'écotourisme, qui serait ainsi le plus gros financement de la Banque dans le tourisme au Cambodge. Couvrant une période de 5 ans, le projet Cambodia Sustainable Landscape and Eco-tourism Project (CSLEP) concernera 7 provinces, dont la chaîne des Cardamomes (la plus grande forêt tropicale intacte d'Asie du Sud-Est), les forêts inondées du lac Tonle Sap et le Mont Kulen à Siem Reap. À noter que le Premier ministre Hun Sen a récemment évoqué la possibilité d'ouvrir ses portes aux touristes internationaux vaccinés- en commençant par les touristes chinois, sous réserve d'observer une semaine dans une zone définie avant de pouvoir se déplacer librement dans le pays. Pour mémoire, le Royaume ne délivre actuellement que des visas d'affaires et tous les voyageurs doivent observer une quatorzaine dans un hôtel.

Soutien des États-Unis au développement de l'aquaculture

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) financera, à hauteur de 17 M USD, un projet de développement de l'aquaculture dans le cadre du programme de soutien à la sécurité alimentaire « Commercialisation of Aquaculture for Sustainable Trade (CAST) ». Ce projet vise à soutenir la production locale de poissons et à développer une industrie aquacole durable dans le pays. Ce projet permettrait également de renforcer le commerce bilatéral, les États-Unis étant le deuxième importateur de produits agricoles au monde. Pour mémoire, le secteur de la pêche joue un rôle crucial dans l'économie cambodgienne, contribuant environ à 10% du PIB.

Laos

Croissance de 2,3% seulement en 2021, selon la BAsD, contre 4% initialement

Ce montant a été revu à la baisse par rapport aux 4,0% initialement prévus, car la consommation a été durement touchée par le confinement instauré en avril. La reprise sera plus soutenue en 2022 (+4,0%) en raison de la délivrance de nouvelles licences minières et de la croissance des exportations d'électricité, ainsi que de l'ouverture du chemin de fer Chine-Laos, prévue en décembre prochain.

Confinement complet de Vientiane au moins jusqu'au 30 septembre

À la suite de nouveaux cas de COVID-19 recensés dans plusieurs usines, le gouvernement a interdit aux résidents de quitter la capitale sauf autorisation. Les personnes souhaitant entrer à Vientiane doivent avoir une autorisation et passer 14 jours en quarantaine. Tous les services de transport de passagers sont suspendus. Les magasins et marchés vendant des articles non indispensables ont dû fermer. Les contrevenants à ces règles seront condamnés à des amendes : 3 M de Kip (environ 300 USD) pour les particuliers et 10 M de Kip (environ 1 000 USD) pour les entreprises pour chaque infraction constatée.

Essai à venir sur des importations singapouriennes d'électricité via la Thaïlande et la Malaisie

Aux termes d'un accord-cadre signé le 15 septembre 2021 par Keppel Electric (Singapour) et Electricité du Laos (EDL), dans le cadre du projet d'intégration électrique Laos-Thaïlande-Malaisie-Singapour (LTMS-PIP), EDL pourrait exporter jusqu'à 100 MW d'électricité vers Singapour via la Thaïlande et la Malaisie en utilisant les interconnexions existantes. L'essai devrait commencer une fois les préparatifs techniques, commerciaux, juridiques et réglementaires finalisés entre les gouvernements concernés et qu'un accord d'achat d'électricité contraignant aura été signé entre Keppel Electric et EDL.

Birmanie

Prévision d'une chute du PIB de 18,4% sur l'année fiscale 2020/21 par la BAsD

La BAsD anticipe pour 2021 une contraction de l'activité économique de 18,4% au lieu des 9,8% prévus en avril dernier. L'inflation serait de 6,2% et le solde du compte-courant s'élèverait à -1,5% compte-tenu de la contraction des importations (-24,8%). Le secteur des services (-26,4%) et l'industrie manufacturière (-20,9%) seraient particulièrement impactés au contraire de l'agriculture (+0,8%).

Nouvelles mesures réglementaires pour enrayer la chute du Kyat

Alors que la dépréciation du Kyat continue depuis le coup d'Etat du 1^{er} février (-50%), la banque centrale a vendu 48 M USD du 13 au 24 septembre et vient d'interdire les virements interbancaires en devises pour les opérations non liées aux importations. Les virements éligibles devront être accompagnés des documents contractuels relatifs à l'opération commerciale. La Yangon Gold Entrepreneurs Association, qui assure un rôle de régulateur sur le marché de l'or, a mis en place des mesures de contrôle afin d'éviter une spéculation excessive (limitation des montants quotidiens, traçabilité des transactions).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Raphaël BADR

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication



Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr